

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 MONTPELLIER

MONTPELLIER, le 16/05/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2023

Contexte et constats

Publié sur 

Montpellier Méditerranée Métropole

50 place Zeus
CS 39556
34961 Montpellier

Références : UD34/H2/2023/102
Code AIOT : 0006606095

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2023 dans l'établissement Montpellier Méditerranée Métropole implanté PFC déchets verts Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier. L'inspection a été annoncée le 13/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Montpellier Méditerranée Métropole
- PFC déchets verts Avenue Albert Einstein 34000 Montpellier
- Code AIOT : 0006606095
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Métropole de Montpellier (3M) exploite une plateforme de bryage de déchets verts. La provenance de ces déchets émane principalement des déchetteries. Le broyat ainsi produit est envoyé sur les plateforme de compostage.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Plan de formation propre à chaque agent,
- Plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux,
- Valeurs limites de bruit.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » :
 - ° les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives;
 - ° lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité;
 - ° dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	EQUIPEMENTS LUTTE CONTRE INCENDIE	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	30 jours
3	BRUIT	Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	PLAN DE FORMATION	Arrêté Ministériel du 26/03/2012	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats portent sur le contrôle de l'émergence du bruit et sur l'information liée au moyen de lutte contre l'incendie. Les non-conformités relevées présentent un niveau de gravité modéré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PLAN DE FORMATION

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012
Thème(s) : Risques chroniques, Etablissement du Plan de formation propre à chaque agent
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Formation. « L'exploitant établit le plan de formation, propre à chaque agent affecté aux opérations de gestion de déchets et adapté à leur fonction. Ce plan comporte une phase d'évaluation et fait l'objet d'un certificat attestant des capacités et connaissances, et mentionnant la durée de validité de chaque formation suivie. L'exploitant assure la formation de tout le personnel (temporaire et permanent) appelé à travailler au sein de l'installation ». « La formation peut être dispensée par l'exploitant ou par une personne de son choix. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article ».

Constats : L'exploitant indique que depuis le 1er avril 2023, trois employés permanent ont été recrutés et interviennent sur site. L'exploitant précise à l'inspection que la Société SUD Broyage Recyclage intervient pour le compte de la Métropole 3M en tant que prestataires de services. Il présente à l'inspection le plan prévisionnel de formation des agents pour l'année 2023 et souligne que les modules de formation s'articuleront autour de :

- La chargeuse (engins de chantier),
- La réception,
- L'encaissement,
- L'accueil du public.

Il présente également à l'inspection les autorisations de conduites d'engins de chantier pour chaque agent en date du 04/04/2022, valable pour la conduite d'engins de chantier suivants :

- 482 – Cat B1
- 482 – Cat C1

Le plan de formation mentionne également pour Septembre 2023, le module de formation incendie ci-après :

- Théorie du feu,
- Manipulations des extincteurs,
- Extincteurs.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : EQUIPEMENTS LUTTE CONTRE INCENDIE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 22
Thème(s) : Risques chroniques, Plans des locaux et schémas des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plans des locaux et schéma des réseaux. L'exploitant établit et tient à jour le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux, qu'il tient à disposition des services d'incendie et de secours, ces plans devant mentionner, pour chaque local, les dangers présents.
Constats : L'exploitant invite l'inspection à se rendre au droit de chaque local du site où sont affichés les plans d'évacuation sur lesquels figurent les dangers présents représentés par un pictogramme. L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux. Cependant, il montre à l'inspection le panneau à l'entrée du site « Défense incendie » où sont positionnés le RIA (Robinet d'incendie Armé) et PI (Poteau Incendie). Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le plan de positionnement des équipements d'alerte et de secours ainsi que les plans des locaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 30 jours

N° 3 : BRUIT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/03/2012, article 41
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Valeurs limites de bruit. - Surveillance par l'exploitant des émissions sonores. L'exploitant met en place une surveillance des émissions sonores de l'installation permettant d'estimer la valeur de l'émergence générée dans les zones à émergence réglementée. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié susvisé. Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins. Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée au moins tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié, la première mesure étant effectuée dans l'année qui suit le démarrage de l'installation.
Constats : L'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de mesures acoustiques sur son installation à ce jour. Cependant, il informe l'inspection que le bureau d'études SIM Enegening a été missionné pour réaliser les mesures de bruit et les valeurs de l'émergence requises par l'article 41 de l'arrêté ministériel du 26 mars 2012. Il indique également que cette étude acoustique sera réalisée d'ici fin juillet 2023. Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection l'étude acoustique (réalisation de mesure de niveau de bruit et de l'émergence) de son installation conformément aux prescriptions de l'article 41 de l'arrêté du 26 mars 2012.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois